

OUVERTURE OFFICIELLE

Juanan Gutiérrez Lazpita, Président d'Euromontana ; João Sobrinho Teixeira, Président d'IPB et Hernâni Dias, Maire de Bragança ; Célia Ramos, Secrétaire d'Etat portugaise à l'aménagement des espaces et à la conservation de la nature ont accueilli les participants pour ces X^{èmes} Assises européennes de la montagne organisées à Bragança au Portugal.



Session 1 : Le changement climatique dans les politiques mondiales et européennes

COMMENT LES MONTAGNARDS PEUVENT-ILS S'ADAPTER ET ATTÉNUER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ZONES DE MONTAGNE ? JUANAN GUTIÉRREZ LAZPITA, PRÉSIDENT D'EUROMONTANA



Le Président d'Euromontana a expliqué pourquoi les X^{èmes} Assises européennes de la montagne étaient organisées sur le thème de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique. Afin que les montagnards puissent mieux se préparer aux changements attendus, cette conférence a pour objectifs d'avoir **une meilleure compréhension des impacts du changement climatique** dans les zones de montagne ; d'avoir **une meilleure vision d'ensemble des stratégies intégrées d'atténuation et d'adaptation** déjà adoptées au sein de différentes chaînes de montagnes en présentant des stratégies nationales, régionales et locales contre le changement climatique. Cette conférence permettra également **d'explorer les réponses et les actions données par des acteurs de montagne** pour réduire les impacts du changement climatique et pour profiter des opportunités offertes. **Des ateliers thématiques permettront de partager les bonnes pratiques et d'échanger entre les nombreux acteurs présents** (agriculteurs, chercheurs, environnementalistes, représentants de PME, élus locaux et régionaux...). Enfin, ces Assises permettront de **développer la stratégie future d'Euromontana** pour faire face au changement climatique.

COP 21 : LE SUCCÈS DE L'ACCORD DE PARIS ET LES DÉFIS POUR L'ÉCONOMIE GLOBALE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, GÉRARD VIATTE, ANCIEN DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE AU SEIN DE L'OCDE ET ANCIEN CONSEILLER SPÉCIAL À LA FAO ([présentation disponible ici](#))

Gérard Viatte a présenté la **COP21** et pourquoi il considère **l'Accord de Paris** qui en résulte comme un succès et comme un exemple de négociation internationale réussie et ambitieuse. Il a ensuite présenté les nombreux défis sur le plan **économique** mais également sur le **plan de la gestion des ressources naturelles** avec à la fois un volet environnemental et un volet **sécurité alimentaire**. Enfin, il a présenté la **préparation de la COP22** en insistant sur son importance pour les négociations internationales, mais aussi pour les politiques nationales et les acteurs du secteur privé.



Selon lui, le succès de cet accord holistique et différencié ne pourra être complet qu'à condition d'avoir des répercussions sur les **politiques nationales et régionales** qui se doivent d'être **cohérentes** (pour prendre en compte toutes les politiques économiques, sociales et environnementales ensemble), **participatives** (avec des partenariats public-privé), **liées à une dimension territoriale** (d'une importance très forte pour les zones de montagne). Elles doivent également être portées par des **cadres institutionnels** qui permettent une mise en œuvre efficace des politiques ; être basées sur des preuves solides liées à une **recherche scientifique multidisciplinaire** et être **innovantes**.

Il est important de montrer comment la montagne est un élément clé dans un certain nombre de problèmes identifiés (gestion des pâturages, agroforesterie, gestion des ressources naturelles par exemple) et Gérard Viatte recommande de garder une approche transversale plutôt que régionalisée et **d'encourager les Etats à inclure dans leurs accords nationaux des éléments spécifiques sur comment la montagne peut contribuer à l'adaptation au changement climatique**.

DES POLITIQUES NATIONALES AMBITIEUSES POUR COMBATTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, CÉLIA RAMOS, SECRÉTAIRE D'ÉTAT PORTUGAISE À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES ET À LA CONSERVATION DE LA NATURE



Célia Ramos a expliqué l'action du Portugal concernant l'adaptation au changement climatique. Son pays doit signer l'Accord de Paris dans les prochains jours et une **stratégie d'adaptation a été définie au niveau national** avec des outils pour la mettre en œuvre. Cette stratégie se base sur la gestion des sols et une gestion des risques et des désastres naturels ainsi que sur une augmentation de la végétation pour mieux s'adapter à ces changements.

Le Portugal étant un pays particulièrement sensible aux **feux de forêts**, la stratégie d'adaptation se concentre également sur une meilleure gestion des feux ainsi qu'une meilleure gestion des combustibles, fuels carburant, des forêts et des zones abandonnées afin d'éviter la désertification des zones rurales et de montagnes.

RUMRA : UN INTERGROUPE AU PARLEMENT EUROPÉEN POUR METTRE LES MONTAGNES AU CŒUR DE L'AGENDA EUROPÉEN, MERCEDES BRESSO, DÉPUTÉE EUROPÉENNE ET PRÉSIDENTE DE L'INTERGROUPE RUMRA (ZONES RURALES, DE MONTAGNES ET ISOLÉES) ([VIDÉO DISPONIBLE ICI](#))

Mercedes Bresso a expliqué comment le **Parlement européen et notamment son intergroupe RUMRA** (sur les zones rurales, de montagnes et isolées) peut soutenir les zones de montagne en général et notamment pour qu'elles s'adaptent au changement climatique.

Elle a présenté comment son **rapport d'initiative parlementaire sur la stratégie macro-alpine** (adopté en septembre 2016) met en avant des solutions pour que les communautés de montagne



s'adaptent au changement climatique, en se basant sur le travail des acteurs de terrain, notamment des régions.

De plus, l'intergroupe RUMRA soutient l'idée d'un **agenda pour les zones rurales** qui a été présenté à la Commissaire européenne Corina Crecu. Pour mieux soutenir cette idée, un rapport d'initiative parlementaire conjoint entre les commissions REGI et AGRI devrait être rédigé début 2017 et une brochure par les vice-présidents de l'intergroupe sera finalisée dans les prochains mois afin de proposer des idées concrètes qui pourraient être incluses dans cet agenda pour les zones rurales.

VERS UN AGENDA EUROPÉEN POUR LES ZONES DE MONTAGNE, ILIANA IOTOVA, DÉPUTÉE EUROPÉENNE
([VIDÉO DISPONIBLE ICI](#))

Iliana Iotova a expliqué comment le Parlement européen a adopté en mai 2016 son **rapport d'initiative parlementaire sur la cohésion des zones de montagne en Europe**. Dans ce rapport, elle demande la mise en place d'un **agenda pour les zones de montagne**, ainsi que d'une **stratégie spécifique pour les zones de montagne européennes**.



La Commission européenne a déjà fait quelques retours à Mme Iotova pour montrer son accord sur certaines idées, notamment en ce qui concerne la coopération territoriale européenne.



Session 2 : Approches scientifiques : preuves et scénario du changement climatique dans les zones de montagnes

Le modérateur – Martin Price, Université des Highlands and Islands, Chaire de l'UNESCO pour le développement durable des montagnes – a expliqué que pour mieux comprendre le changement climatique dans les régions montagneuses, il est nécessaire de mener une recherche approfondie en vue de réunir des preuves et des données. Pour encourager cette recherche, l'initiative MRI (Mountain Research Initiative) a publié en avril 2016 un agenda stratégique de la recherche ([Strategic Research Agenda](#)), « Les montagnes pour l'avenir de l'Europe », expliquant pour différents thèmes, parmi lesquels le changement climatique, comment la recherche dans les régions de montagnes pouvait y contribuer.

DES 100 DERNIERES ANNEES AUX 100 PROCHAINES ANNEES : QU'EST CE QUI A CHANGE DANS LE CLIMAT DES MONTAGNES EUROPEENNES ? PREUVES ET SCENARII ; WOLFGANG SCHÖNER, PROFESSEUR ASSOCIE, UNIVERSITE DE GRAZ ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))



Wolfgang Schöner a présenté les impacts du changement climatique dans les Alpes au cours du siècle écoulé en termes de précipitations, de couverture neigeuse et de températures. Il a expliqué que les **montagnes sont plus sensibles** aux changements que d'autres régions. Il a aussi présenté les résultats modélisés des changements attendus dans les régions de montagnes pour le siècle à venir.

Au cours de ces 30-40 dernières années, **les températures dans les Alpes ont augmenté plus rapidement qu'au niveau global.**

Toutefois, il reste quelques doutes en ce qui concerne le futur, du fait des mécanismes complexes provoquant cette **amplification alpine** du changement climatique. L'impact le plus évident et pertinent du changement climatique dans les Alpes concerne la **cryosphère (les glaciers, la neige, le permafrost) et les changements qui y sont liés sur le plan de l'hydrologie et du cycle de l'eau alpins.**

Les simulations de modèles climatiques pour les 100 prochaines années montrent **un réchauffement plus élevé de la région alpine** comparée au niveau mondial. A la lumière du Traité de Paris, un **doublement du réchauffement mondial constitue une hypothèse préventive.** Il reste un degré élevé d'incertitude dans les scénarios portant sur les précipitations. Toutefois, une **augmentation de la fréquence et de la gravité des épisodes de précipitations extrêmes en est la conclusion.**

ENCORE A PLANIFIER LA VULNERABILITE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ? PREUVES VENANT DE LA NORVEGE DE L'ABSENCE DE SUCCES DANS L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SUGGESTIONS POUR PASSER « D'AJUSTEMENTS » A UNE « TRANSFORMATION » POUR S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. CARLO AALL, CHEF DE LA RECHERCHE A L'INSTITUT NORVEGIEN DE LA RECHERCHE, PROFESSEUR EN DEVELOPPEMENT DURABLE A L'UNIVERSITE DE SOGN OG FJORDANE ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))

Carlo Aall a expliqué que des **mesures radicales** sont nécessaires pour faire évoluer notre société : l'augmentation des émissions de CO₂ nous oblige à aller plus loin que l'adaptation et à **transformer nos sociétés** si nous voulons

atteindre l'objectif d'une limitation de l'augmentation de la température mondiale à 1.5°C. En outre, d'après l'Institut de l'Environnement de Stockholm, certains aspects du changement climatique dans des pays en voie de développement ont un impact indirect considérable sur ces pays, ce qui devrait nous encourager encore davantage à modifier notre mode de vie.

Le processus de transformation est difficile à prévoir mais le résultat, **une société transformée**, pourrait être une société sans énergies fossiles, au moins au début, et adaptée à un climat différent. De nouvelles technologies capables de capter le CO₂ dès le moment de sa libération pourraient ensuite être développées dans le futur, et ceci nous permettrait de réutiliser des carburants fossiles de manière plus propre.

En conclusion, il a aussi déclaré que les régions rurales disposent généralement de structures plus résilientes et qu'à l'avenir, les régions de montagnes seront certainement des **endroits attrayants** du fait de leur faible intensité de production alimentaire et de leur capacité de logement.



Session 3 : Approches régionales : comment les massifs sont mobilisés au niveau politique?

La session a présenté la manière dont les différentes chaînes de montagnes ont mis en place des protocoles politiques, des projets, des observatoires en Europe et ailleurs en vue de faire face au changement climatique et, plus largement, de gérer le développement durable des régions montagneuses.

LA CONVENTION ALPINE : D'UN PROTOCOLE POLITIQUE A LA MISE EN OEUVRE DE PROJETS ; TAJA FERJANCIC LAKOTA, SECRETARIAT PERMANENT DE LA CONVENTION ALPINE ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))

Taja Ferjancic Lakota a expliqué comment la Convention alpine est organisée. Elle a été mise en œuvre en 1995 et les parties contractantes de la Convention alpine sont les différents Etats qui l'ont signé. Ils ont régulièrement signé **différents protocoles politiques**, en ce compris sur le changement climatique, qui sont **légalement contraignants pour les parties contractantes**. Des groupes de travail et des plateformes contribuent à la mise en œuvre des actions décidées.

En outre, tous les deux ans, la Convention alpine rédige un **rapport sur l'état des Alpes** sur divers sujets. Le prochain rapport portera sur **l'évolution vers une économie plus verte**, selon leur pertinence pour l'adaptation au changement climatique.

Enfin, la Convention alpine participe, à la stratégie EUSALP, qui se focalise sur la protection du sol, l'agriculture en régions montagneuses et la gestion durable de l'eau, et cela plus particulièrement sous l'angle de **la préservation et la valorisation des ressources naturelles**, en ce compris l'eau et les ressources culturelles.

LA CONVENTION DES CARPATES : D'UN AGENDA STRATEGIQUE POUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE A DES AMELIORATIONS PRATIQUES ; PROF. SZALAI, PRESIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DE LA CONVENTION DES CARPATES ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))



La Convention des Carpates a préparé un **agenda stratégique sur l'adaptation dans les Carpates**, prévoyant un planning des mesures d'adaptation avec la mise en œuvre de trois grandes actions préparatoires soutenues par l'UE, **CARPVIA**: une évaluation intégrée de la vulnérabilité des ressources environnementales et des mesures adaptations basées sur les écosystèmes et **CarpathCC**, comportant une évaluation en profondeur de la vulnérabilité des ressources environnementales et des mesures d'adaptation basées sur les écosystèmes.

Le Prof. Szalai a exposé les différentes mesures d'adaptation préconisées pour l'agriculture, les zones humides, le tourisme, les prairies et les forêts.



Enfin, il recommande pour les Carpates de développer l'économie verte, de renforcer la coopération avec les pays voisins, de développer la nécessité d'une adaptation au niveau local et de renforcer la coopération avec d'autres régions de montagnes.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES PYRENEES ; IDOIA ARAUZO, OBSERVATOIRE PYRENEEN DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))



Dans les Pyrénées, le changement climatique constitue une priorité depuis 2010. L'Observatoire pyrénéen du changement climatique a été créé, en tant qu'initiative transfrontalière, en bénéficiant d'une promotion de la part des gouvernements nationaux. Il permet de développer certaines activités de réseautage avec la communauté scientifique mais aussi avec les décideurs politiques et les administrations.

Leur travail se concentre principalement sur le climat (mise au point d'une base de données unique de séries climatiques de haute qualité basées sur les précipitations et la température), la biodiversité (monitoring des espèces et des populations de la flore vasculaire des Pyrénées), les forêts et les catastrophes naturelles (comprendre les impacts potentiels du changement climatique sur les catastrophes naturelles) et les lacs et l'eau.

L'Observatoire communique et diffuse les résultats, produit de nouvelles publications, et a conçu un géoportail réunissant les données. Il collabore aussi avec d'autres chaînes de montagnes comme les Alpes et les Carpates.

PARTENARIAT POUR LA MONTAGNE : L'EXPERIENCE D'UN MASSIF NON-EUROPEEN ; MARTIN PRICE, MEMBRE DU COMITE DIRECTEUR DU PARTENARIAT POUR LA MONTAGNE ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))



Les objectifs du développement durable pour 2017 demandent que l'on revitalise les partenariats globaux en faveur du développement durable et le rapport de l'UNSG de 2016 sur les montagnes recommande que l'on encourage des mécanismes régionaux en vue d'une coopération transfrontalière. C'est également ce que le Partenariat pour la montagne, un réseau de gouvernements établi en 2002, encourage depuis quelques années.

Martin Price, qui représente Euromontana au sein du groupe de pilotage du Partenariat pour la montagne, a présenté la manière dont trois chaînes de montagnes hors d'Europe (Hindu Kush Himalaya – Andean Initiative et Africa Regional Mountain Initiative) ont travaillé sur le changement climatique et plus généralement sur le développement durable dans les montagnes.

Le Partenariat pour la montagne recommande que l'on définisse des politiques pour les régions de montagnes basées sur des données intégrées et précises et incluant seulement les régions montagneuses sans les régions de plaines. Les processus de prise de décision devront se baser sur les communautés de ces régions de montagnes.

Enfin, pour défendre davantage le rôle des régions de montagnes dans l'adaptation liée au changement climatique et l'atténuation de ses effets, le Partenariat pour la montagne organisera deux événements en novembre 2016 en marge de la COP 22 au Maroc.

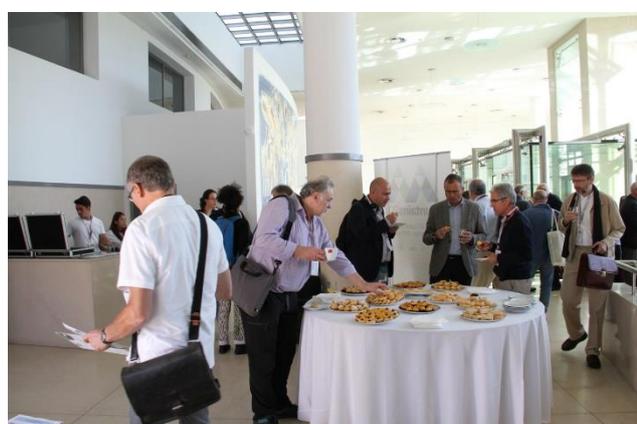
Session 4 : Interlude

COHESION TERRITORIALE ET POLYCENTRISME : LA STRATEGIE ITALIENNE EN FAVEUR DES ZONES ISOLEES : UNE METHODOLOGIE PROMETTEUSE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ZONES DE MONTAGNE, SABRINA LUCATELLI, COORDINATRICE DU COMITE TECHNIQUE POUR LES ZONES INTERNES, DEPARTEMENT POUR LES POLITIQUES DE COHESION, PRESIDENCE ITALIENNE DU CONSEIL DES MINISTRES ([Présentation disponible ici](#)).

Sabrina Lucatelli a présenté une stratégie en vue du développement des régions centrales internes de l'Italie. Les régions « intérieures » sont des régions qui ne sont pas suffisamment desservies en services essentiels, sont riches en ressources naturelles et culturelles, ont une faible densité de population et souvent une population vieillissante ainsi qu'un risque élevé d'activité sismique. En Italie, ces régions représentent près de 60% du territoire et regroupent 23% de la population italienne. 65% des municipalités de montagnes sont classées comme régions centrales. La Stratégie nationale pour les régions centrales propose des actions dans le cadre de l'Objectif territorial de la politique de cohésion de l'Union et cherche à surmonter la dichotomie entre les régions rurales et urbaines en responsabilisant les territoires et les gens pour qu'ils revitalisent et encouragent le bien-être dans les régions marginalisées et qu'ils récupèrent des ressources naturelles et culturelles actuellement insuffisamment valorisées en réduisant ainsi la dépopulation et les coûts associés à l'exode rural. La stratégie réunit des acteurs concernés à tous les niveaux et applique une approche participative au développement local.

La stratégie reconnaît qu'il existe des pressions diverses qui compromettent son succès. On peut citer la difficulté à trouver un équilibre entre le risque de déstabiliser voire de délégitimer les élites conservatrices locales et celui de rompre l'ordre local de manière irréparable ; ou le manque d'assistance technique de haut niveau et de capacité administrative au niveau local, en particulier pour la conception de projets ; ou encore la pression en faveur de solutions rapides qui remettent en question la stratégie à long terme ou risquent d'en entraîner l'interruption ; et puis aussi la difficulté de l'utilisation d'indicateurs de résultats locaux dans la formulation de la politique et la mise en œuvre de celle-ci dans d'autres domaines.

Potentiellement, la stratégie pourrait bénéficier tout spécialement aux régions de montagnes en Italie et, sur le long terme, elle pourrait donner lieu à des bonnes pratiques qui pourraient s'appliquer dans des régions de montagnes dans toute l'Europe.



Session 5 : Dessiner la voie à suivre pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique des zones de montagne

Le modérateur Thomas Egger, Directeur de SAB, le centre suisse des régions de montagnes a présidé la discussion entre quatre membres du panel, tous les décideurs politiques et les autorités chargées de la gestion en vue de rassembler leurs réactions par rapport aux ateliers de l'après-midi et d'entendre quel soutien ils pouvaient apporter aux initiatives visant à s'adapter au changement climatique dans les régions de montagnes.

MEMBRES DU PANEL :

- FABRICE PANNEKOUCKE, RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES (FRANCE)
- ROGER RYBERG, BUSKERUD COUNTY COUNCIL (NORVÈGE)
- ISABEL ELIZALDE, RÉGION DE NAVARRE (ESPAGNE)
- AMÉRICO PEREIRA, COMMUNAUTÉ INTERMUNICIPALE DE TERRAS DE TRÁS-OS-MONTES (PORTUGAL)

L'adaptation au changement climatique est-elle une priorité pour les décideurs politiques ?

L'adaptation au changement climatique doit constituer une priorité pour les décideurs politiques, quelles que soient leurs opinions politiques, et les régions ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre de programmes territoriaux ou de plans d'action. Toutefois, l'économie représente également un moteur important et devrait être intégrée dans le processus d'adaptation.



En référence à la présentation provocatrice durant la session 2, la Norvège a-t-elle transformée sa société ?

Deux régions de Norvège dépendent entièrement du secteur touristique et donc diverses solutions ont été mises en œuvre en vue de s'adapter au changement climatique, comme le stockage de la neige, le développement de l'hydrogène comme source d'énergie, etc. en impliquant ainsi fortement le monde scientifique et la communauté des chercheurs. En ce qui concerne la thématique de l'énergie, des réseaux intelligents et des sources d'énergie verte constituent la prochaine étape.

Les activités de recherche se sont surtout concentrées sur l'atténuation jusqu'à présent, qu'en est-il de l'adaptation ?

Il faut stimuler le dialogue entre les élus politiques et les chercheurs pour susciter une meilleure cohérence entre les politiques débattues et la réalité de ce qui peut être fait. Des organisations comme Euromontana permettent à ces deux mondes distincts de se rencontrer.

L'économie subit-elle une transformation ? Certains secteurs commencent-ils à évoluer dans un sens favorable ?

Il appartient aux citoyens de demander cette transformation, mais les gens doivent être informés pour soutenir le changement et des nouvelles politiques. C'est en partie aux institutions que revient le rôle de diffuser cette information et les décideurs politiques ont aussi besoin de citoyens conscients des problèmes pour qu'ils s'impliquent.

Dans le cas du tourisme, les touristes sont attirés par certains paysages en particulier qui doivent être préservés pour que cette activité se perpétue. Dans ce cas, l'économie constitue un moteur favorisant la mise en œuvre de destinations durables.

Quels est le principal mécanisme incitatif entre les marchés (et les instruments des marchés comme des labels, des produits locaux à valeur ajoutée, un repérage « économie verte », etc.) ou les politiques publiques ?

Le décideur politique doit être transversal et capable de prendre des initiatives. Il est possible d'évoluer vers une économie verte sans qu'elle soit labellisée comme telle. Ce n'est pas quelque chose que l'on décrète mais que l'on essaie de réaliser et d'intégrer dans le marché. Si le consommateur est demandeur, le marché s'autorégulera. Les entreprises devraient alors essayer de s'adapter et de trouver leur niche.

La « maladaptation » ? Si nous généralisons les mesures d'adaptation, quels sont les risques pour les régions de montagnes ? Quelles seraient les mesures d'adaptation spéciales pour ces régions ?

Il existe une commission spécifique au sein de la région Auvergne-Rhône-Alpes en France qui traite des caractéristiques particulières des territoires de montagnes et donc il ne devrait pas y avoir de généralisation et le risque d'inadéquation serait moindre.

Les politiques sont conçues à partir d'une perspective urbaine, elles doivent maintenant envisager l'innovation et le futur tels qu'ils se présentent dans les régions rurales. L'inadéquation fait partie intégrante du processus d'adaptation, c'est un obstacle à surmonter.



Pourquoi le changement climatique relève-t-il du Ministère de l'Environnement alors que l'adaptation relève des comportements individuels et des mécanismes économiques ?

L'adaptation au changement climatique est un thème transversal, développé dans chaque Ministère dans des plans et programmes spécifiques. Exemples : la gestion des forêts, l'épuration de l'eau, etc.

Devrait-on mettre en place un programme de financement spécifique pour les mesures d'adaptation au changement climatique ou l'écologisation de toutes les politiques ?

Il devrait évidemment y avoir des mesures intégrées dans tous les secteurs et cela se fait déjà à l'échelle de l'Europe par le biais de différents fonds, comme les PDR, LEADER, FEADER, Interreg, H2020, etc.

Un souhait pour Euromontana ?

Continuer à créer des opportunités de discussions entre les acteurs concernés de différentes origines géographiques, actifs dans des secteurs professionnels différents et ayant des niveaux d'implication différents. Faire entendre la voix de l'expertise de la montagne. Mettre à disposition une plateforme d'échanger et de diffusion.

CONCLUSION :

La conclusion de la table ronde consacrée à l'adaptation au changement climatique dans les régions de montagne est que le changement climatique est une réalité. Mais ses effets peuvent varier d'une chaîne de montagnes à une

autre et même sur un même massif montagneux. Une approche de bas en haut est dès lors nécessaire, tout comme un changement non seulement dans les comportements mais aussi de l'ensemble de l'économie. Les chercheurs et les élus politiques doivent se parler davantage. Il faudrait élaborer un agenda de la recherche sur l'adaptation au changement climatique. En outre, les autorités chargées de la gestion devraient mettre en place une meilleure communication pour le grand public d'une part et d'autre part, l'adaptation au changement climatique devrait devenir une priorité intersectorielle si elle ne l'est pas encore. Comme les régions de montagnes sont particulièrement affectées par le changement climatique et qu'elles ont besoin de mesures d'adaptation appropriées, il appartient maintenant à Euromontana de faire pression en faveur d'un Agenda de la Montagne sur l'adaptation au changement climatique, basé sur la déclaration finale de Bragança. Euromontana devrait continuer à mettre à disposition une plateforme de dialogue entre les autorités publiques, les chercheurs, la société civile et tous les autres acteurs concernés pouvant avoir un apport utile sur ce sujet.



Clôture officielle des X^{èmes} Assises européennes de la montagne

DÉCLARATION : LA STRATÉGIE D'EUROMONTANA POUR L'ADAPTATION ET L'ATTÉNUATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ZONES DE MONTAGNE, JUANAN GUTIÉRREZ LAZPITA, PRÉSIDENT D'EUROMONTANA ET MARIE CLOTTEAU, DIRECTRICE D'EUROMONTANA ([DÉCLARATION DISPONIBLE ICI](#))

Le Président et la Directrice d'Euromontana ont présenté la Déclaration finale de Bragança : « **Faire face au défi du changement climatique : s'adapter pour les générations futures** » qui prend en compte les résultats des deux jours de discussion des X^{èmes} Assises européennes de la montagne.

Cette déclaration insiste sur la nécessité et la capacité des montagnards à s'adapter au changement climatique en présentant des pistes pour l'agriculture et la sylviculture, l'eau et l'énergie, la biodiversité et les zones protégées, le tourisme durable, le transport et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et enfin pour la gestion des risques naturels.

Elle insiste notamment sur la nécessité de **prendre en compte la dimension territoriale** et de reconnaître **le rôle clé joué par les zones de montagne dans la régulation du climat**, appelle à la mise en œuvre d'une **stratégie européenne spécifique pour les zones de montagne**, à la mise en place de **programmes de subventions et de financements efficaces**, à **réorienter la recherche et l'innovation** vers les processus d'adaptation dans les massifs de montagne et à encourager le **développement d'une économie circulaire vertueuse**.

Elle appelle également à la **mobilisation des acteurs à tous niveaux**, notamment les décideurs politiques européens, nationaux, régionaux sans oublier locaux grâce à une **approche participative**, à encourager **l'échange d'expériences sur des bonnes pratiques d'adaptation** et à **favoriser l'éveil des consciences des acteurs de la montagne**, notamment par l'éducation des jeunes afin de comprendre comment atténuer le changement climatique y compris au quotidien.

Enfin, nous, Euromontana, nous engageons à contribuer avec nos activités à développer **une économie propre, compétitive, résiliente et à faible intensité de carbone pour des montagnes vivantes** en Europe à travers :

- Le **développement des projets européens** sur la thématique de l'adaptation au changement climatique ;
- L'encouragement de la **recherche scientifique multidisciplinaire** via le développement de nouveaux projets de recherche sur l'impact du changement climatique dans les zones de montagne et une **communication efficace** entre chercheurs et les nombreuses parties prenantes de terrain ;
- La **dissémination des possibilités d'adaptation au changement climatique et de bonnes pratiques** dans les différents territoires européens ;
- Des **propositions pour mieux intégrer la dimension montagnarde dans les contributions nationales des pays** suite à l'Accord de Paris ;
- Le travail de **lobbying** vis-à-vis des institutions européennes pour les encourager à prendre en compte **l'approche spécifique de la montagne** dans le développement des politiques et des programmes ;



- La possibilité d'offrir aux membres une **plateforme de dialogue et des conseils** sur l'adaptation au changement climatique dans les zones de montagne et de les accompagner dans leurs démarches locales ;
- L'adoption d'une **attitude au quotidien** pour lutter contre le changement climatique avec des bonnes pratiques qui soient exemplaires au niveau de la consommation de produits locaux, de l'utilisation d'une mobilité adaptée, du recyclage....

L'EUROPE, UNE AIDE AUX MONTAGNARDS POUR S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : HENRI MALOSSE, ANCIEN PRÉSIDENT ET MEMBRE DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, MEMBRE DE LA SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Henri Malosse a conclu l'événement en insistant sur les conclusions très précises, concrètes et pleines de sens de la Déclaration finale.

Après avoir insisté sur les valeurs et le sens de la communauté porté par les zones de montagne, il a formulé trois propositions concrètes pour les montagnes et les îles montagneuses :



1. « Au niveau financier, nous pouvons soutenir l'idée d'une « **feuille de route ou Agenda pour les régions de montagne** » comme le recommande l'Intergroupe Montagne du Parlement européen. 2017 sera l'année de préparation des nouveaux programmes européens pour la période au-delà de 2020. Réserver une part substantielle des aides aux régions de montagne, organiser des actions globales, donner un bonus aux actions transfrontalières de massifs entre différents pays et concentrer le soutien sur le développement durable, l'économie de proximité, l'installation des jeunes, l'accès au numérique pourraient en être les axes prioritaires.
2. Sur le plan législatif, sans attendre une révision des Traités, l'Union européenne pourrait s'appuyer sur l'article **174 du Traité de Lisbonne** qui recommande **une attention particulière aux zones dépeuplées, notamment régions de montagne et îles**. Les réglementations européennes comme celles des **aides d'état ou des marchés publics** pourraient être adaptées. Et surtout on pourrait lancer des expériences en termes de franchises fiscales ou d'adaptation des politiques et des réglementations.
3. Enfin, cette nouvelle ambition pour les montagnes européennes ne peut trouver de sens que si elle s'appuie sur un **partenariat étroit avec les élus locaux et les acteurs locaux de la vie sociale et économique**. Une nouvelle « gouvernance » en quelque sorte, proche du terrain mais également très ouverte sur la coopération avec les autres territoires et régions d'Europe. **C'est en cela qu'Euromontana, qui associe, dans un cadre européen, les Elus de proximité et les responsables socio-économiques des zones de montagne est pour nous un exemple à suivre !** Un nouveau souffle démocratique pour l'Europe en quelque sorte... dont elle a d'ailleurs si besoin ».

Enfin, il a conclu en souhaitant un bon 20^{ème} anniversaire à Euromontana ainsi qu'une longue vie.

